

en culture en 1913, la valeur de cette récolte, aux prix actuels, sera de \$293,281,218, comparé à \$94,604,616 en 1913. L'augmentation dans la production et dans le prix du blé sera à elle seule, l'année prochaine, plus que trois fois ce qu'elle a été en 1913.

Une estimation modérée de la récolte d'avoine, d'orge, de lin, de foin, des produits de la laiterie et du bétail, en mettant les prix de l'avoine et de l'orge au double des prix d'aujourd'hui, et celui du foin à 30 p. 100 de plus, et en laissant les prix du bétail, des produits de la laiterie et du lin aux chiffres actuels, donne une augmentation de recettes pour les cultivateurs de l'Ouest d'environ \$88,206,758, comparée aux recettes de 1913 portées à \$63,816,307. . . .

C'est là une preuve satisfaisante que la récolte de 1915 devra donner approximativement aux cultivateurs \$381,487,976

(La séance, suspendue à six heures, est reprise à huit heures.)

Reprise de la séance.

M. GLASS (suite) : Lorsque la séance a été suspendue j'essayais à montrer les conditions actuelles du pays, et à prouver que le Canada avait plus de raisons d'être optimiste que pessimiste. La situation des compagnies de transport, l'amélioration dans l'état des banques et du commerce en général, donnent tout espoir. Les honorables membres de l'opposition ont essayé dans leurs discours de faire comprendre la nécessité de l'économie dans un temps comme celui-ci, mais je ne crois pas qu'aucun d'eux ne comprenne mieux la nécessité de l'économie que les membres du Gouvernement eux-mêmes. Nous ne différons que sur les meilleurs moyens à prendre pour bien conduire les affaires du pays dans les temps actuels. Celui qui veut voir tout en noir exagère facilement. J'ai ici une coupure du "Globe" du 5 mars 1915, il y a à peine cinq jours; qui dit :

L'économie est contagieuse. Dire que les temps sont durs, que l'on ait raison ou non, portera certainement les gens à serrer les cordons de leur bourse. Que des compagnies industrielles qui n'ont rien perdu, mais ont plutôt gagné par la guerre, aient diminué les salaires, est un résultat tout naturel bien que déplorable, l'abondance de la main-d'œuvre ayant rendu la chose possible. Demander que les affaires continuent comme d'habitude aura peu d'influence sur eux qui verront une occasion d'augmenter leurs profits en améliorant leurs méthodes, mais il n'y a aucune raison pour que ceux qui ne sentent pas la gêne de faire personnellement de l'économie.

La guerre n'a pas fait perdre aux cultivateurs leurs marchés et, pour ce qui est des prix, ils ont plutôt tendu à monter. Quant à la production et au rendement, les choses se sont améliorées. Il est à remarquer toutefois, et à regretter peut-être, qu'ils aient subi l'influence de cette contagion de l'économie dont

beaucoup d'ouvriers des villes ont ressenti l'effet irrésistible. Au lieu de favoriser plus généreusement nos maisons commerciales et industrielles, qui leur donnent de plus grandes facilités, les cultivateurs ont donné dans la faute commune. La prospérité de l'industrie agricole est chose dont il convient de se réjouir. La charge la plus lourde a porté sur le cultivateur et c'est toujours un motif de satisfaction générale quand il réussit. La dépendance où nous sommes à son égard se manifeste et s'avoue dans la demande qui lui est faite d'augmenter sa production. Sachant combien les plus sages donneurs de conseils ignorent les considérations personnelles qui président à l'exploitation de sa ferme, le cultivateur peut trouver mauvais qu'on lui donne des avis sur les méthodes à suivre ou sur les opérations agricoles en général.

Le conseil de mettre à profit les avantages qui se présentent et d'encourager libéralement celles de nos industries qui se ressentent de la stagnation des affaires peut être envisagé à un point de vue plus large. Le cultivateur n'a aucun motif de redouter les effets de la guerre. Ses entreprises ne peuvent jamais être ruinées. Il peut être lésé par les taxes ou par des entraves à la circulation; mais le monde continuera à lui demander tout ce qu'il peut produire. En ce qui concerne ses débouchés, il n'a rien à craindre. L'intérêt de la province et du pays en général est lié à la pleine jouissance par le cultivateur de la prospérité que lui valent les exigences d'une situation sans précédent. Tout en se faisant du bien, il en fera plus encore à ses compatriotes, qui, dans bien des cas, sont à l'heure présente dans la misère.

L'agriculture est l'industrie par excellence du Canada, et ses productions valent au pays près d'un milliard par année. Dans un temps comme celui-ci, quand l'or est si recherché et quand l'impossibilité d'accroître nos emprunts est si manifeste, il y a à se féliciter de ce que les cultivateurs de ce pays peuvent tirer du sol la valeur d'un milliard, et le pessimisme n'a plus sa raison d'être.

Parlant du développement des affaires de ce pays sous un régime douanier sage et prudent, je disais, cet après-midi, que le Canada avait eu raison d'adopter ce régime et de suivre l'exemple des pays européens ou américains qui s'en sont bien trouvés. La richesse de tous les pays du monde s'est accrue énormément au cours du siècle dernier.

Sir George Paish, qui fait autorité en matière de statistiques, dit qu'en 1814, on portait à 12 milliards 500 millions de dollars la richesse du Royaume-Uni, tandis que maintenant une estimation modérée la mettrait à 85 milliards, soit 580 p. 100 d'augmentation pour un accroissement de 130 p. 100 du chiffre de la population. Les revenus du peuple anglais ont augmenté de 700 p. 100: ils étaient de 1 milliard 500 millions, et ils sont de 12 milliards. Chacun admet que le Royaume-Uni a prospéré sous le régime du libre-échange à